



Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 - 32 du 10 janvier 2025

**modifiant les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n°1995-1754 du 24 août 1995
modifié, réglementant le site de traitement de déchets que de la société ESKA exploite sur le territoire
de la commune de Pagny-Sur-Meuse (55190)**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1995-1754 du 24 août 1995, modifié, autorisant la société REFINAL INDUSTRIES à exploiter une usine de traitement physique de métaux de récupération en vue de leur classement sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-15 du 7 janvier 2020 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société ESKA des installations de séparation des métaux ferreux et non-ferreux ainsi que de valorisation des résidus de broyage des biens d'équipement et de consommation en fin de vie sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse, sous réserve du strict respect des conditions d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral n°95-1754 du 24 août 1995 modifié ;

Vu la visite du site effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 14 mars 2022, mettant en évidence des anomalies en matière de prévention et de gestion des eaux pluviales ;

Vu le rapport de constatation établi par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé JPM/116-2022 en date du 11 avril 2022 à la suite du contrôle du site du 14 mars 2022 ;

Vu le dossier de porter à connaissance en date du 19 avril 2022 reçu à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 27 avril 2022, relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site de Pagny-sur-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-769 du 6 mai 2022 mettant en demeure la société ESKA de respecter les prescriptions des articles 4.6 et 4.9.2 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1995-1754 du 24 août 1995 modifié susvisé, abrogé par l'arrêté préfectoral n°2024-3434 du 29 novembre 2024 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 9 juin 2022 en réponse à la mise en demeure n°2022-769 du 6 mai 2022 susvisée ;

Vu l'étude relative à la compatibilité du rejet des eaux pluviales du site dans le milieu naturel, transmise par l'exploitant le 23 mai 2024 ;

.../...

Vu le rapport de l’inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé JPM-541-2024 en date du 25 novembre 2024 ;

Vu le projet d’arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l’exploitant le 3 décembre 2024 ;

Vu l’absence d’observations de l’exploitant ;

Considérant qu’au vu des éléments d’appréciation portés à la connaissance du Préfet de la Meuse, les modifications projetées ne revêtent pas un caractère substantiel au sens de l’article R.181-46 du Code de l’Environnement ;

Considérant, dès lors, qu’il y a lieu d’acter ces modifications en modifiant l’arrêté préfectoral d’autorisation n°1995-1754 du 24 août 1995 modifié ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Les articles suivants de l’arrêté préfectoral n°1995-1754 du 24 août 1995 modifié, autorisant la société ESKA, sise 56 rue de Metz à JOUY-AUX-ARCHES (57190), à exploiter des installations de séparation des métaux ferreux et non-ferreux ainsi que de valorisation des résidus de broyage des biens d’équipement et de consommation en fin de vie sur le territoire de la commune de Pagny-sur-Meuse (55190), sont modifiés et complétés de la façon suivante :

«
Art 4.6 – Eaux pluviales susceptibles d’être polluées et eaux accidentelles

Les eaux de ruissellement transitant sur les stockages de matière et sur les zones de circulation, ainsi que les eaux accidentelles, sont accumulées dans une rétention d’une capacité minimale de 310 m³.

Elles sont ensuite rejetées au milieu naturel (ruisseau du marais) conformément aux prescriptions de l’article 4.9.

Art 4.9 – Rejet
4.9.1 – Modalité : article abrogé

4.9.3 – Seuils de rejet
Le rejet doit respecter les valeurs limites suivantes :
T° < 25°
5,5 < pH < 8,5
débit < 10 l/s

Paramètre	Concentration maximale instantanée en mg/l
Matières en suspension	30 mg/l
DCO	60 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l
Plomb	0,1 mg/l
Cuivre	0,150 mg/l
Chrome total	0,1 mg/l
Chrome hexavalent	0,05 mg/l
Nickel	0,2 mg/l
Zinc	0,5 mg/l
Étain	2 mg/l

Fer + Aluminium	5 mg/l
Cyanures	0,1 mg/l
Arsenic	0,025 mg/l
AOX	0,1 mg/l
PCB	État de trace ou 0,025 mg/l
Cadmium	0,025 mg/l
Mercure	0,025 mg/l

4.9.4 - Autosurveillance

L'exploitant procède à une analyse trimestrielle des paramètres définis à l'article 4.9.3 suivant une méthode normalisée.

Le volume et le débit sont comptabilisés journallement. Les données sont enregistrées.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. A cet effet, les résultats sont exprimés de sorte à pouvoir être comparés aux valeurs limites d'émission définies dans le présent arrêté. Les actions mises en œuvre pour lever les non-conformités, si besoin, sont mentionnées.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les résultats sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site : <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr> au sein de la plateforme numérique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

»

Article 2 : Publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de Pagny-sur-Meuse pendant une durée minimale d'un mois. Une copie de cette décision pourra y être consultée par toute personne intéressée. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par les soins du maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex - Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 5 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, d'aménagement et du logement Grand Est et le Maire de Pagny-sur-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société ESKA et adressée, pour information, au Président du Conseil départemental de la Meuse, à la Déléguée territoriale Meuse de l'Agence régionale de santé Grand Est, au Directeur départemental des territoires de la Meuse, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse et au Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Robbe-Grillet', is placed over the printed name.

Christian ROBBE-GRILLET